

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES D'ESPALY S.A.

34 AV DE LA BERNARDE
CS 90038
43009 Le Puy-en-Velay

Références : 4243-EAR-24-248
Code AIOT : 0005600212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement PAPETERIES D'ESPALY S.A. implanté 34, avenue de la Bernarde 43000 Espaly-Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES D'ESPALY S.A.
- 34, avenue de la Bernarde 43000 Espaly-Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005600212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la fabrication et l'impression de cartons d'emballage.

Thèmes de l'inspection :

- Suites données à l'inspection de 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
15	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
16	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 10	Demande d'action corrective	7 jours
17	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 9.3	Demande d'action corrective	3 mois
18	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5	Sans objet
3	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
4	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.1	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.2	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.3	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
11	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
12	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
13	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 6.2	Sans objet
14	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de relever des non-conformités et observations pour lesquelles l'exploitant devra justifier des actions correctives mises en oeuvre pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a présenté des plans des réseaux au format papier datés des années 1990, ils permettent uniquement de visualiser le tracé des réseaux d'eaux usées. Il n'a pas été en capacité de présenter un plan détaillé des réseaux d'alimentation en eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de tous les réseaux des effluents aqueux régulièrement mis à jour. Un plan détaillé permettant de visualiser et distinguer clairement les réseaux (eaux d'alimentation, eaux usées), les différents organes (vannes de coupure ou d'obturation, points de prélèvement, dispositifs d'épuration, compteurs, postes de relevage.....) doit être réalisé et transmis à l'inspection sous un délai maximal de 6 mois. Un tel constat avait déjà été relevé lors d'une inspection réalisée le 25 septembre 2017. Aussi, en l'absence de réponse selon le délai prescrit dans le présent rapport, il sera proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité à respecter les dispositions de l'AP Cadre sécheresse
Prescription contrôlée : Exemptions possibles cadrage général (extraits) : <ul style="list-style-type: none">- consommation réseau AEP < 7000 m³/an,- arrêté préfectoral complémentaire imposant des prescriptions spécifiques sécheresse,- établissements pouvant démontrer que leur consommation d'eau a été réduite à une consommation minimale.

Suivi inspection 2023, constat n°2 (observation) :

Afin de pouvoir bénéficier du critère d'exemption "prélèvements réduits au minimum" dès l'été 2023, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'importance d'établir un PSH et de mettre en place des actions visant à réduire les consommations d'eau. En cas de contrôle, il devra être en capacité de présenter ce PSH et justifier les réductions engagées et prévues.

Constats :

A la date de la visite objet du présent rapport, aucune mesure de restriction visant à imposer des réductions de prélèvements d'eaux n'est applicable.

Suite à la précédente visite d'inspection, l'exploitant a rédigé un PSH et a été en capacité de le présenter. Il reprend principalement les informations suivantes :

I - Diagnostic des consommations :

Les milieux de prélèvements sont identifiés et connus.

Le bilan des prélèvements annuels est présenté depuis 2010.

La répartition des prélèvements entre la Borne et le réseau AEP est précisée.

II - Etat de l'art des économies d'eau :

Des ratios "m3/chiffre d'affaire" et "m3/m² de produits" sont présentés depuis 2010. Ils ne permettent pas d'identifier clairement une amélioration de la consommation spécifique. L'exploitant a indiqué que la consommation est fortement impactée par les commandes et les cycles de production : plusieurs petites commandes entraînent des nettoyages plus fréquents entre chaque cycle de production et donc une consommation supérieure.

Le document montre que l'exploitant aurait comparé les process mis en oeuvre avec les meilleures technologies disponibles recensées dans les Brefs. La présentation est très succincte, elle ne permet pas d'identifier les dispositions techniques ou organisationnelles auxquelles l'exploitant s'est comparé.

Seuls des Brefs transversaux ont été examinés, il ne semble pas avoir mené un travail d'examen du Bref STS qui couvre les activités d'impression.

L'exploitant a indiqué qu'un travail de comparaison avec les autres usines du groupe est en cours.

Des recherches de fuites ont été réalisées.

Les efforts cités au point II.2 ne sont pas quantifiés.

III - Recensement des actions de réductions :

Des actions de réductions sont citées à compter de 2022 : excepté une suppression de fuites dans les sanitaires, les actions relèvent de la communication et la sensibilisation du personnel. Aucune quantification des gains n'est présentée.

Au cours des échanges oraux, l'exploitant a indiqué avoir un projet de recyclage des eaux issues de la station d'épuration interne (recyclage pour alimenter les eaux blanches pour flottation, nettoyage....). Il a également précisé que les sensibilisations des opérateurs en période de sécheresse auraient été efficaces, sans pouvoir toutefois présenter de résultats quantifiés. Des travaux d'optimisation de l'automate de pilotage de la chaudière vapeur aurait permis de réaliser des économies d'eau, action non citée dans le PSH et non quantifiée. Une nouvelle machine d'impression a été installée en remplacement d'un ancien équipement, mais son impact sur la consommation d'eau ne semble pas être connu.

Des actions spécifiques à mettre en oeuvre en période de sécheresse sont citées, mais les gains espérés ne sont pas quantifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation :

La lecture du PSH a permis d'identifier les faiblesses et pistes d'amélioration suivantes :

Partie I :

- identifier la provenance de la ressource en eau pour le milieu AEP,
- absence de schéma hydraulique permettant de comprendre la répartition des flux d'eau sur le site (consommation, rejets, boucles de réutilisation éventuelles, flux par type d'eau, localisation des compteurs...).
- absence d'éléments permettant de quantifier la répartition de l'eau prélevée dans la Borne au sein des différents usages cités (consommation par machines d'impression, fabrication de colle). Les échanges en salle ont permis d'identifier qu'il n'existe pas de sous compteurs. Seul deux compteurs principaux (canalisation AEP, prélèvement Borne) sont relevés et exploités.

Partie II :

- détailler les dispositions techniques ou organisationnelles des Brefs avec lesquelles des comparaisons ont été réalisées,
- examiner les dispositions du Bref STS pour ce qui concerne l'utilisation de l'eau,
- intégrer des données comparatives avec d'autres entreprises de la filière,
- les efforts déjà réalisés au point II.2 doivent être détaillés (par exemple : besoins réduits pour les lavages machines : quelle action concrète a été réalisée ?) et quantifiés.

Partie III :

- identifier les actions visant à réaliser des économies d'eau qui ont pu être réalisées avant 2022,
- quantifier les gains obtenus par les opérations déjà réalisées,
- rechercher des pistes d'améliorations complémentaires (aucune action de réduction ne semble avoir été engagée pour les postes de lavage des machines d'impression/fabrication de colle qui sont pourtant les plus gros consommateurs),
- quantifier les gains attendus par les actions prévues en situation de sécheresse, afin d'atteindre les pourcentages de réduction imposés par l'arrêté ministériel "sécheresse" du 30 juin 2023 (-5%, -10%, -25%).

En conclusion, la lecture du PSH ne permet pas de démontrer que les prélèvements en eau ont été réduits au minimum, en considérant principalement :

- la mauvaise connaissance de la répartition des flux d'eau à l'intérieur du site (absence de sous compteurs au niveau des différentes lignes de production),
- les actions organisationnelles réalisées n'ont pas été quantifiées,
- le document ne décrit aucune action (réalisée ou envisagée) d'optimisation du process (en particulier au niveau du principal poste de consommation) permettant une réduction de la consommation d'eau, ou à défaut, ne démontre pas que le process est déjà optimisé (mise en œuvre des meilleures technologies disponibles).

Dans ces conditions, et en l'état du PSH présenté, **l'inspection considère que l'exploitant ne peut pas prétendre à bénéficier de l'exemption prévue par l'arrêté préfectoral "cadre sécheresse" du 19 octobre 2022 "établissements pouvant démontrer que leur consommation d'eau a été réduite à une consommation minimale"**. Si un arrêté préfectoral imposait des restrictions des usages de l'eau pour cause de sécheresse, l'exploitant serait tenu de respecter le cadrage général qui impose des réductions progressives des prélèvements de -25%, -50% et arrêt selon le niveau d'alerte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ». Suivi inspection 2023, constat n°4 (non-conformité) : La fréquence de relevé des compteurs au niveau des postes de prélèvements (réseau AEP et La Borne) ne respecte pas la prescription. L'organisation nécessaire pour effectuer les relevés selon la fréquence prescrite doit être mise en place sous un délai de 1 mois.
Constats : Suite à la transmission du rapport faisant suite à l'inspection de 2023, l'exploitant n'a pas adressé à l'inspection d'éléments justifiant de la mise en place des actions correctives permettant de lever la non-conformité du constat n°4. Au cours de la visite, l'exploitant a présenté un tableau de relevé des compteurs mis en place dès juin 2023, la fréquence des relevés est hebdomadaire (le volume prélevé journalièrement sur la Borne ou le réseau AEP ne semble pas dépasser 100 m3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de prélèvement
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, les dispositions des articles L. 214-18 et L. 432-6 du code de l'environnement. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. <u>Suivi inspection 2023, constat n°5 (observation) :</u> Sous un délai de 1 mois, l'exploitant procèdera à un nettoyage du seuil de prélèvement afin d'éliminer les branches obstruant les écoulements. Il définira une périodicité de contrôle régulier de la zone. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fera procéder à un contrôle des dispositifs de disconnexion présents sur les installations de prélèvement (AEP et La Borne).

<p>Constats :</p> <p>Suite à la transmission du rapport faisant suite à l'inspection de 2023, l'exploitant n'a pas adressé à l'inspection d'éléments justifiant de la mise en place des actions correctives permettant de lever les observations du constat n°5.</p> <p>Au cours de la visite, il a indiqué avoir nettoyé le seuil de prélèvement dans la Borne à l'issue de la précédente visite (pas d'éléments permettant de le justifier tel que registre ou photos). Il n'a pas été possible d'aller vérifier l'état du seuil de prélèvement ni de l'ouvrage destiné à assurer la continuité écologie (passe à poissons), le portail d'accès au niveau de la clôture de l'usine était complètement encombré par des stockages de palettes désordonnés (voir point de contrôle ci-après pour le cas de ces stockages).</p> <p>Concernant les dispositifs de disconnexion, un rapport de contrôle daté du 5 octobre 2023 justifiant d'un fonctionnement conforme a été présenté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Afin de justifier des nettoyages réguliers de l'ouvrage de prélèvement, l'exploitant mettra en place un registre (ou autre système équivalent) permettant de tracer les différentes opérations d'entretien, sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p><u>Suivi inspection 2023, constat n°9 (non-conformité) :</u></p> <p>Les installations de mesures au niveau du rejet final (débitmètre pour le cas de la prescription visée par ce point de contrôle) affichent des valeurs erronées et le prélèvement des échantillons n'est pas proportionnel au débit du rejet. Les travaux de mise en conformité nécessaires doivent être mis en œuvre sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la transmission du rapport faisant suite à l'inspection de 2023, l'exploitant n'a pas adressé à l'inspection d'éléments justifiant de la mise en place des actions correctives permettant de lever la non-conformité du constat n°9.</p> <p>La visite des installations a permis de constater qu'un nouveau préleveur a été installé (depuis janvier 2024 selon les déclarations de l'exploitant). Le prélèvement des échantillons est asservi au</p>

temps car le débitmètre final n'est pas opérationnel et n'a pas été remplacé. L'exploitant a indiqué qu'il a été commandé et la livraison est prévue au cours de la semaine n°22. Dès qu'il sera installé, le préleveur pourra être reprogrammé afin que le prélèvement des échantillons soit asservi au débit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité : Le débitmètre mesurant le rejet final n'est pas opérationnel, il devra être remplacé sous un délai maximal de 1 mois. Sous ce même délai, le prélèvement des échantillons devra être proportionnel au débit rejeté. En l'absence de transmission d'éléments permettant de justifier de la mise en conformité des installations selon le délai prescrit, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en continu
Prescription contrôlée : Le pH sera mesuré et enregistré en continu. Le système de contrôle devra déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites du pH fixées à l'annexe 1 et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau de la station de prétraitement. <u>Suivi inspection 2023, constat n°11 (non-conformité) :</u> Les dispositions de l'article 5.5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003 ne sont pas respectées (absence d'enregistrement du pH, pas d'arrêt des rejets en cas d'effluent non conforme en pH). Les actions nécessaires pour la mise en conformité des installations devront être réalisées sous un délai de 3 mois.
Constats : Suite à la transmission du rapport faisant suite à l'inspection de 2023, l'exploitant n'a pas adressé à l'inspection d'éléments justifiant de la mise en place des actions correctives permettant de lever la non-conformité du constat n°11. La visite des installations a permis de constater qu'un nouvel enregistreur de pH a été installé, en mai 2024 selon l'exploitant. Il a justifié ce retard de mise en place en regard de la demande pour des raisons de coût : les devis reçus présentaient des montants élevés, et il a fini par récupérer un équipement non utilisé provenant d'une autre usine du groupe. Une alarme pH a été programmée aux valeurs de 6 et 8. La pompe alimentant en effluents la station de traitement se coupe automatiquement en cas de pH inférieur à 5,5 ou supérieur à 8,5 (ce qui permet d'arrêter le rejet).

L'exploitant a indiqué avoir remplacé le pH-mètre depuis environ 5 mois, la sonde de pH est étalonnée une fois par mois. Il n'a pas prévu de tests périodiques de bon fonctionnement du système d'alarme pH/arrêt des rejets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : L'inspection invite l'exploitant à mettre en place des tests périodiques de bon fonctionnement du système d'alarme pH et d'arrêt des rejets en cas de pH non conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Chaque mois un échantillonnage représentatif du rejet journalier sera effectué sur l'effluent homogénéisé. Les paramètres suivants seront analysés par l'exploitant : pH, température, MES, DCO, DBO5. Les valeurs devront être conformes à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Un prélèvement est effectué une fois par mois par l'exploitant, les échantillons sont adressés à un laboratoire d'analyses. Un examen des résultats saisis sur Gidaf sur la période Juin 2023-Mai 2024 montre que globalement, les valeurs limites d'émission fixées sont respectées, excepté quelques dépassements ponctuels : <ul style="list-style-type: none"> • août 2023 : [MES] mesurée : 2500 mg/L, VLE : 600 mg/L • août 2023 : flux MES mesuré : 77 kg/j, VLE : 48 kg/j • août 2023 : [DCO] mesurée : 2230 mg/L, VLE : 2000 mg/L • novembre 2023 : [DBO5] mesurée : 1240 mg/L, VLE : 800 mg/L A noter, à la date de rédaction du présent rapport, l'absence de saisie de résultats sur Gidaf pour le mois de janvier 2024 (voir point de contrôle ci-après sur la transmission des résultats).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : L'exploitant doit veiller au respect des valeurs limites d'émissions et limiter les cas de dépassements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 5.5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles externes
Prescription contrôlée : L'exploitant fera procéder, au moins une fois par trimestre en période de fonctionnement des

ateliers, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté, par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.

En plus des paramètres soumis à auto surveillance, l'analyse portera également sur les éléments prévus à l'annexe I.

La fréquence d'analyse sur les éléments métalliques pourra être annuelle dès lors que trois résultats consécutifs auront démontré leur absence.

Suivi inspection 2023, constat n°13 (non-conformité) :

L'exploitant ne réalise pas une analyse trimestrielle des effluents rejetés (contrôle externe de recalage) telle que prévue par l'article 5.5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003 (absence d'analyses sur les métaux, hydrocarbures, indice phénols). Les prélèvements pour ces analyses trimestrielles ne sont pas réalisés par un organisme agréé ou sous accréditation. Le contrôle inopiné des rejets réalisé en septembre 2021 a montré un dépassement de la valeur limite d'émission fixée pour le paramètre Cu par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit mettre en œuvre un programme de surveillance permettant de respecter les dispositions de l'article 5.5.1.3 susvisé. Si les résultats d'analyses montrent des dépassements des valeurs limites d'émissions, il précisera les actions correctives à mettre en œuvre sous un délai de 6 mois.

Suivi inspection 2023, constat n°13 (observation) :

Depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003, les dispositions réglementaires applicables à la surveillance des rejets ont été modifiées, notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (arrêté "RSDE") qui a modifié certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (liste des substances à analyser, valeurs limites d'émissions). La nature des rejets de l'entreprise a pu également évoluer du fait du changement de produits mis en œuvre. Aussi, sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection son positionnement en regard des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, il précisera la nature des paramètres nécessitant d'être retenus pour la surveillance des rejets du site. Cet argumentaire pourra s'appuyer sur la base de résultats d'analyses, des fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre, etc. La compatibilité des rejets avec l'acceptabilité du milieu récepteur devra être examinée. Un exemple de tableau de positionnement sera transmis par l'inspection à l'exploitant par voie électronique.

Dans le cadre de la mise en conformité du programme de surveillance, l'exploitant veillera à ce que le prestataire auquel il fera appel pour les contrôles de recalage trimestriels dispose des agréments/accréditations nécessaires pour l'ensemble des paramètres à surveiller.

Constats :

Suite à la transmission du rapport faisant suite à l'inspection de 2023, l'exploitant n'a pas adressé à l'inspection d'éléments justifiant de la mise en place des actions correctives permettant de lever la non-conformité et l'observation du constat n°13.

L'exploitant a indiqué avoir passé un contrat avec le laboratoire Terana de Lempdes (63), il se déplace sur site une fois par trimestre et effectue un prélèvement des échantillons avec son propre matériel. Le contrat présenté prévoit une analyse de l'ensemble des paramètres mentionnés à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003. Le rapport présenté du 27 mars 2024 mentionne que le prélèvement est réalisé par le laboratoire Terana de Lempdes, vise une

<p>accréditation Cofrac pour le prélèvement, mais cette dernière concerne le laboratoire d'Aurillac (15), tout en précisant que des préleveurs délocalisés sont rattachés au laboratoire. Contacté par courriel, le préleveur qui est intervenu sur le site de l'exploitant a indiqué intervenir sous l'accréditation du site d'Aurillac.</p> <p>Les résultats du dernier contrôle trimestriel daté du 27 mars 2024 montrent une analyse sur l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté préfectoral et le respect des valeurs limites d'émissions.</p> <p>Un examen par sondage sur certains paramètres a montré que le laboratoire qui effectue les analyses (Terana Valence, différent de celui qui effectue les prélèvements) dispose d'une accréditation Cofrac en cours de validité, et est agréé selon le site https://labeau.ecologie.gouv.fr/.</p> <p>Pour ce qui concerne le tableau de positionnement à l'"AM RSDE", l'exploitant n'a pas engagé le travail nécessaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Un dernier délai de 6 mois est toléré pour que l'exploitant transmette à l'inspection les éléments permettant de répondre à l'observation du constat n°13 du rapport d'inspection de 2023 rappelée ici :</p> <p>Depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003, les dispositions réglementaires applicables à la surveillance des rejets ont été modifiées, notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (arrêté "RSDE") qui a modifié certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (liste des substances à analyser, valeurs limites d'émissions). La nature des rejets de l'entreprise a pu également évoluer du fait du changement de produits mis en œuvre. Aussi, sous un délai de 6 mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettra à l'inspection son positionnement en regard des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, précisera la nature des paramètres nécessitant d'être retenus pour la surveillance des rejets du site. <p>Cet argumentaire pourra s'appuyer sur la base de résultats d'analyses, des fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre, etc. La compatibilité des rejets avec l'acceptabilité du milieu récepteur devra être examinée.</p> <p>Observation : L'examen du rapport de prélèvement montre une incohérence entre son contenu qui indique un prélèvement par le laboratoire Terana de Lempdes et l'accréditation Cofrac référencée qui concerne le laboratoire Terana d'Aurillac. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant prendra contact avec son prestataire pour éclaircir cette situation afin de s'assurer que les prélèvements sont bien réalisés sous accréditation, et demander à ce que la rédaction des rapports permette de faire facilement le lien entre l'accréditation référencée et le laboratoire en charge du prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la</p>

disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors des dépassements ponctuels (cf point de contrôle ci avant), l'exploitant saisit des commentaires et les dispositions prises pour qu'ils ne se reproduisent pas (problématique de maîtrise du coagulant/floculant pour les derniers dépassements constatés).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'article 5.5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2003 prescrit une transmission des résultats selon une fréquence trimestrielle. Dans le cadre de la préparation de la visite d'inspection, il a été constaté du retard de transmission des résultats : au 24 mai 2024, les résultats d'autosurveillance n'étaient plus transmis depuis juin 2023. Après échanges, il s'est avéré que la plupart étaient enregistrés mais l'exploitant avaient omis d'appuyer sur le bouton "transmettre". A la date de rédaction du présent rapport, il a pu être constaté que les résultats ont été saisis et transmis jusqu'en mai 2024, excepté pour le mois de janvier 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : L'exploitant doit veiller à transmettre les résultats d'autosurveillance sous Gidaf selon une fréquence minimale trimestrielle. Pour le cas de l'oubli de saisie du mois de janvier 2024, il veillera à saisir les résultats sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée :

<p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un examen par sondage a permis de vérifier que le laboratoire Terana de Valence qui effectue les analyses est accrédité Cofrac et agréé (information obtenue sur le site internet "Labeau").</p> <p>Pour ce qui concerne les prélèvements, une incohérence est à lever, les rapports mentionnant un prélèvement assuré par le site de Lempdes et faisant référence à une accréditation Cofrac délivrée pour le site d'Aurillac (cf demande d'un point de contrôle précédent).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>Suivi inspection 2023, constat n°17 (non-conformité) :</p> <p>Les prélèvements des contrôles externes de recalage ne sont pas effectués par un organisme agréé (délai de mise en conformité : 1 mois, cf point de contrôle portant sur l'article 5.5.1.3).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 21 février 2003 réglementant les activités du site impose une fréquence trimestrielle pour les contrôles externes de recalage (article 5.5.1.3).</p> <p>Ces contrôles sont réalisés par Terana (prélèvement par le site de Lempdes, analyses par le site de Valence). Le rapport présenté du 27 mars 2024 mentionne que le prélèvement est réalisé par le laboratoire Terana de Lempdes, vise une accréditation Cofrac pour le prélèvement, mais cette dernière concerne le laboratoire d'Aurillac (15), tout en précisant que des préleveurs délocalisés sont rattachés au laboratoire. Contacté par courriel, le préleveur qui est intervenu sur le site de l'exploitant a indiqué intervenir sous l'accréditation du site d'Aurillac.</p> <p>L'exploitant doit prendre contact avec son prestataire pour éclaircir cette situation afin de s'assurer que les prélèvements sont bien réalisés sous accréditation (cf observation point de contrôle ci-avant).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des boues de STEP
Prescription contrôlée : Les stockages temporaires, avant élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégées des eaux météoriques. <u>Suivi inspection 2023, constat n°18 (observation) :</u> L'exploitant doit examiner les solutions possibles pour protéger des eaux météoriques la benne de stockage/décantation des boues de STEP . Il transmettra à l'inspection, sous un délai de 6 mois, les pistes d'amélioration envisagées.
Constats : Suite à la transmission du rapport faisant suite à l'inspection de 2023, l'exploitant n'a pas adressé à l'inspection d'éléments en réponse à l'observation du constat n°18. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué avoir mené une réflexion pour couvrir la zone d'entreposage de la benne de stockage des boues de la STEP, mais il s'est heurté aux freins suivants : <ul style="list-style-type: none">• accessibilité de la zone (place limitée et pentes du terrain qui rendraient les manœuvres difficiles si une toiture reposant sur des poteaux était installée),• zone soumise à des contraintes de construction car située en zone inondable (d'après le PPRI, l'emplacement de la benne est situé le long d'un bâtiment situé en zone ZB1). Il envisage questionner l'entreprise qui lui loue la benne pour examiner les possibilités d'utilisation d'une benne équipée d'un dispositif de couverture intégrée amovible
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : L'exploitant doit continuer d'examiner les solutions possibles pour protéger des eaux météoriques la benne de stockage/décantation des boues de STEP . Il transmettra à l'inspection, sous un délai de 6 mois, les pistes d'amélioration envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II
Thème(s) : Risques accidentels, Fosses de décantation, étanchéité
Prescription contrôlée : II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. <u>Suivi inspection 2023, constat n°19 (observation) :</u> Sous un délai de 6 mois, l'exploitant formalisera la nature des contrôles à réaliser pour s'assurer de l'étanchéité de cette fosse et en fixera la périodicité.

Constats :

Suite à la transmission du rapport faisant suite à l'inspection de 2023, l'exploitant n'a pas adressé à l'inspection d'éléments justifiant de la mise en place des actions correctives permettant de lever l'observation du constat n°19.

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué envisager un nettoyage et contrôle d'étanchéité des 3 fosses de décantation au moins une fois par an.

La première opération a été réalisée en janvier 2024 :

- pompage et traitement de la phase liquide par la station d'épuration interne,
- pompage et curage des boues présentes en fond de fosse (le bordereau de suivi des déchets dangereux daté du 24 janvier 2024 a été présenté, 8 tonnes de boues ont été évacuées)
- mise en charge des fosses et contrôle du niveau pour vérifier l'étanchéité.

L'exploitant a présenté 3 certificats d'étanchéité établis en interne, ils ne sont pas datés. Il a indiqué avoir fait des photos mais n'a pas pu les présenter au cours de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Afin d'améliorer le dispositif mis en place pour contrôler l'étanchéité des fosses de décantation, l'inspection suggère à l'exploitant les pistes d'amélioration suivantes :

- dater les certificats d'étanchéité,
- ajouter sur les certificats d'étanchéité une partie permettant de renseigner l'état de la maçonnerie (l'exploitant peut s'inspirer du guide DT92 "guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures"),
- archiver les photos réalisées afin de conserver un historique permettant de visualiser l'évolution des ouvrages.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des installations

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Suivi inspection 2013, constat n°20 (observation) :

Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit nettoyer la zone au voisinage du transformateur électrique.

Constats :

L'exploitant a déclaré avoir procédé à un nettoyage du voisinage du transformateur électrique à l'issue de la précédente visite.

Mais, les constats effectués au cours de la visite objet du présent rapport ont montré que la situation est revenue à l'identique, les abords du transformateur sont encombrés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : La zone située au voisinage du transformateur électrique n'est pas maintenue propre. Les actions nécessaires doivent être engagées sous délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens de défense incendie
Prescription contrôlée : Extrait : Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs pompiers.
Constats : Une aire de pompage équipée de canalisation fixes et de raccords est aménagée, au sein de l'usine, le long du canal d'amenée de l'eau de la Borne. La visite des installations a permis de constater que cette aire est encombrée par différents objets (pour certains des déchets) qui sont de nature à augmenter le temps d'intervention des pompiers, si ils avaient besoin d'utiliser cette aire de pompage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité : L'accès à l'aire de pompage au niveau du canal d'amenée de l'eau de la Borne est encombrée. L'évacuation des encombrants doit être réalisée sous un délai d'une semaine et l'exploitant justifiera des dispositions qu'il mettra en œuvre pour faire en sorte que ce genre de situation ne se reproduise pas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 17 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des équipements de désenfumage
Prescription contrôlée : Extrait : Les installations électriques, les engins de manutention, les bandes transporteuses et les matériels de sécurité et de secours, doivent être maintenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.
Constats : Au niveau de l'atelier accueillant l'onduleuse, la visite des installations a permis de constater la présence d'une commande de désenfumage non vérifiée selon une fréquence annuelle (dernière vérification selon l'étiquette apposée : octobre 2022) et détériorée (porte du coffret enfoncée et maintenue par du ruban adhésif).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité : La commande de désenfumage située à proximité de l'onduleuse n'est pas maintenue en bon état, ni vérifiée selon la fréquence annuelle. Les actions correctives nécessaires doivent être mises en œuvre sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2003, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité aux dossiers déposés
Prescription contrôlée : Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront si nécessaires adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.
Constats : La visite des installations a permis de constater la présence d'un amoncellement important et désorganisé de palettes sur une zone d'entreposage extérieure située au nord-ouest du site, en bordure de la Borne. Cet amoncellement était tel que le portail permettant de rejoindre le point de prélèvement dans la Borne était inaccessible. Une maison d'habitation est située à environ 15 m de ce stockage (source « Géoportail »). L'étude détaillée des dangers datée de juillet 2019 avait examiné les conséquences d'un incendie de cette zone, pour une surface exploitée comparable à celle constatée le jour de la visite. Les modélisations montrent que les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m ² sortent des limites de propriété et atteignent une maison d'habitation voisine. Ce scénario est positionné dans une case NON dans la grille de positionnement des phénomènes dangereux en termes de couple probabilité - gravité. En conclusion, l'exploitant proposait une réduction du volume de stockage pour réduire les conséquences d'un incendie sur le voisinage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Selon l'étude détaillée des dangers déposée en 2009, les conditions de stockage de palettes au niveau de l'aire aménagée en bordure de la Borne sont de nature à générer des effets inacceptables pour les populations riveraines. Sous un délai de 3 mois, des dispositions doivent être prises pour réduire les quantités entreposées et faire en sorte que le phénomène dangereux "incendie du stockage de palettes" soit positionné, compte tenu de sa probabilité et sa gravité, dans une case permettant de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement (les critères d'acceptabilité proposée par la circulaire du 10 mai 2010 pourront être retenus).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois